



## **Recommandations soumises par l'ICÉA au ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires**

Mémoire de l'ICÉA présenté au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations prébudgétaires.

Février 2020

[www.icea.qc.ca](http://www.icea.qc.ca)

*Depuis 1946, une action essentielle en éducation des adultes !*

RÉDACTION

**Daniel Baril**, directeur général

© La reproduction de ce document, en tout ou en partie, est encouragée à condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

ISBN : **978-2-89108-091-0** (version numérique)



5000 D'Iberville, bureau 304, Montréal (Québec) H2H 2T6

[www.icea.qc.ca](http://www.icea.qc.ca) | 514 948-2044

## Mise en contexte

Monsieur le ministre des Finances, vous procédez à l'exercice annuel de consultations prébudgétaires. Nous profitons de cette occasion pour vous soumettre des perspectives relativement au financement de l'éducation des adultes. Ces dernières années, notre organisation a analysé l'effet sur les services d'éducation des adultes des compressions budgétaires qui ont eu lieu à partir de l'année 2014. Cette tâche s'est avérée complexe pour plusieurs raisons. D'abord, les données sur le financement de l'éducation des adultes sont opaques, ce qui complique leur analyse pour des organisations externes à l'État. Ensuite, il existe plusieurs secteurs dont le financement est calculé selon des formules différentes. Enfin, parfois l'information sur ce financement n'est pas accessible, puisque celui-ci est intégré à des enveloppes incluant plusieurs services éducatifs.

Pour pallier ce manque d'information, nous avons réalisé des enquêtes sur l'état du financement, échangé avec des experts de différents secteurs et compilé les données disponibles. Ces travaux ont été résumés dans un avis sur le financement de l'éducation des adultes que nous avons fait parvenir à votre collègue, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur<sup>1</sup>. Nous joignons à la présente communication cet avis qui détaille les propositions que nous vous soumettons en prévision du prochain budget du Québec.

En conclusion, nous rappelons notre demande, faite au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, que soit adoptée une politique d'éducation des adultes. Une telle politique fournirait de grandes orientations pour guider des investissements.

## Quelques constats concernant le financement de l'éducation des adultes

Notre avis sur le financement de l'éducation des adultes dresse des constats. Nous attirons votre attention sur certains de ces constats aux fins de l'élaboration du prochain budget.

- Les services de l'éducation des adultes ont été affectés par les compressions budgétaires des dernières années. Nos enquêtes le démontrent. Pour faire face à la réduction de leur financement public, les organisations de l'éducation des adultes ont dû prendre des décisions qui ont grandement fragilisé leur capacité de répondre aux besoins des personnes. Dans un contexte où le développement et la mise à jour des compétences sont essentiels, cette fragilisation de l'infrastructure

---

<sup>1</sup> ICÉA. (2019). *Le droit à l'éducation a un prix. Avis sur le financement de l'éducation des adultes*. Présenté à M. Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Montréal : ICÉA.

[https://icea.qc.ca/sites/icea.qc.ca/files/IC%C3%89A\\_Avis\\_financement\\_EA\\_Final\\_18\\_11\\_2019\\_0.pdf](https://icea.qc.ca/sites/icea.qc.ca/files/IC%C3%89A_Avis_financement_EA_Final_18_11_2019_0.pdf)

québécoise d'éducation des adultes empêche le Québec d'atteindre ses objectifs de développement et appelle à une relance des investissements.

- Le discours sur le budget est l'un des plus importants moyens pour le gouvernement d'exposer ses priorités. À ce jour, votre gouvernement a été silencieux sur sa vision de l'éducation des adultes. Pourtant, dans notre société du savoir, les connaissances et les compétences sont des conditions nécessaires à l'atteinte des objectifs socio-économiques et culturels. Ce second discours sur le budget de votre gouvernement est l'occasion d'exprimer des orientations en matière de développement de l'éducation des adultes.
- Le financement de l'éducation des adultes est complexe et un portrait d'ensemble est nécessaire. D'une part, l'information sur le financement de l'éducation des adultes est opaque et difficilement accessible aux organisations externes à l'État. Ces dernières années, nous avons voulu chiffrer le niveau des dépenses, la variation de celui-ci au cours des dernières années et la hauteur des besoins financiers. Or, la documentation et l'information budgétaires publiquement accessibles ne fournissent pas toutes les données permettant pas de prendre la mesure du financement. D'autre part, aucun portrait financier global n'a été effectué depuis les travaux d'un comité d'experts sur le financement de la formation continue, en 2004<sup>2</sup>. Autrement dit, nous ne pouvons compter sur une vue d'ensemble de ce financement. Nous estimons qu'il y a là une importante lacune informationnelle à corriger.

### **Entreprendre une nouvelle période d'investissement public en éducation des adultes**

Nous vous proposons que le prochain budget initie une nouvelle période d'investissement public en éducation des adultes. À cette fin, l'adoption de deux grandes orientations budgétaires permettrait de réunir les conditions de ce nouveau cycle de financement. Premièrement, à court terme, des actions doivent être posées en matière de financement des lieux d'éducation des adultes et de soutien financier des personnes en formation. Deuxièmement, à moyen terme, il faut clarifier et rendre publique l'information sur le financement de l'éducation des adultes.

#### *Relancer le financement de l'éducation des adultes<sup>3</sup>*

L'insuffisance des ressources financières ou le coût des études, incluant le remplacement de salaire, sont des obstacles empêchant les adultes de se former. Ces réalités touchent l'ensemble des populations. Parmi les recommandations de notre avis<sup>4</sup>,

---

<sup>2</sup> Ministère de l'Éducation. (2004). *Cap sur l'apprentissage tout au long de la vie. Rapport du comité d'experts sur le financement de la formation continue*. Québec : ministère de l'Éducation.  
[http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/dpse/educ\\_adulte\\_action\\_comm/CapAppr\\_enToutLongVie\\_f\\_rapport.pdf](http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/educ_adulte_action_comm/CapAppr_enToutLongVie_f_rapport.pdf)

<sup>3</sup> Vous trouverez des propositions détaillées dans notre avis sur le financement de l'éducation des adultes.

<sup>4</sup> Voir Chapitre 2.

deux propositions ayant une incidence financière directe et immédiate devraient faire l'objet de mesures dans le prochain budget :

- 1- Développer une formule de congé-formation adaptée à la condition des personnes participantes, qu'elles soient ou non en emploi, en accordant une attention particulière aux mesures destinées aux personnes marginalisées ou précarisées ;
- 2- Bonifier les mesures de conciliation et d'articulation études, famille et travail, notamment en assouplissant les horaires de formation et d'emploi et en développant les services de garde sur place ou à proximité.

Ces propositions soutiennent directement les individus en levant des obstacles financiers à la participation à la formation ou en finançant des services rendant la formation plus accessible.

En plus de créer de meilleures conditions de participation, il faut veiller à ce que les lieux d'éducation soient en mesure de répondre au besoin des personnes. À cette fin, nous proposons deux grands objectifs budgétaires.

- 1- Hausser le financement de l'offre de formation des lieux d'éducation des adultes du secteur public et communautaire et généraliser un mode de financement par enveloppe ouverte<sup>5</sup>.
- 2- Accorder un financement permettant l'amélioration des conditions de travail du personnel, dans les milieux publics et communautaires, en particulier, rendre disponible un financement favorisant la création de postes permanents<sup>6</sup>.

#### *Améliorer l'accessibilité de l'information sur le financement de l'éducation des adultes*

Dans l'immédiat, rehausser le financement des personnes en formation, des conditions de travail des personnes qui les forment et des lieux de formation permettra de lancer un nouveau cycle d'investissement en éducation des adultes. Pour l'avenir, une information budgétaire transparente sera essentielle pour connaître l'état du financement et l'ampleur des besoins.

Sans contredit, le financement de l'éducation des adultes est un véritable casse-tête. D'une part, les modes de financement diffèrent d'un secteur à l'autre et chacun d'eux est complexe. D'autre part, il est difficile d'obtenir des données, même des experts des différents secteurs. Pour ces raisons, nous proposons que le prochain budget se penche sur ces problèmes d'accès à l'information.

---

<sup>5</sup> Voir le Chapitre 3 de notre avis.

<sup>6</sup> Voir Chapitre 4 de notre avis.

- 1- Mettre sur pied un nouveau comité d'experts sur le financement de l'éducation des adultes dont le mandat sera de mettre à jour le rapport de 2004<sup>7</sup>;
- 2- En matière d'information budgétaire en éducation des adultes, adopter l'approche des «données ouvertes» et ainsi rendre public l'ensemble des données financières<sup>8</sup>.

## **Conclusion**

En cette ère où les changements rapides s'opèrent dans plusieurs sphères de la vie (emploi, consommation, citoyenneté, environnement, etc.), l'éducation des adultes constitue un moyen par excellence de relever les défis individuels et collectifs. À cette fin, le budget est définitivement un moyen de témoigner de l'importance que le gouvernement porte à un secteur d'intervention. Dans ce mémoire, nous soumettons des avenues qui, selon nous, sont à même de créer les conditions de développement de l'éducation des adultes.

Plus largement, il conviendra que le gouvernement se dote d'orientations en éducation des adultes, afin de guider les investissements. En ce sens, nous considérons pertinent qu'une nouvelle politique d'éducation des adultes soit adoptée. Celle-ci permettra de clarifier les défis, de faire le bilan des moyens disponibles et de poser des perspectives qui pourront informer les décisions budgétaires du gouvernement.

---

<sup>7</sup> Voir Note 2 ci-dessus.

<sup>8</sup> Voir Chapitre 1 de notre avis.